

Engagement social et société civile en Iran

Du changement dans le quartier

HORIZONS

Isabel Heck est anthropologue et chercheure postdoctorale à l'équipe PRAXCIT du CREMIS. Elle prépare un projet de recherche sur les pratiques alternatives d'intervention dans un organisme communautaire qui travaille avec des familles immigrantes sur le territoire du CSSS Jeanne-Mance. Ses recherches antérieures portent sur l'empowerment des femmes en Iran. Elle s'est notamment intéressée aux défis et enjeux socioculturels auxquels sont confrontés les organismes travaillant pour l'empowerment des femmes. Dans ce cadre, elle a mené une recherche ethnographique à Téhéran. Le texte qui suit ouvre une fenêtre sur l'engagement social et la société civile en Iran, en présentant l'exemple d'un organisme communautaire qui s'est développé dans le contexte du renouveau de la société civile iranienne des décennies 1990 et 2000.¹



Racineur, 2008. Certains droits réservés

Isabel Heck

Anthropologue
Chercheure postdoctorale
PRAXCIT/CREMIS

Téhéran. Une fin d'après-midi d'hiver. J'emprunte les ruelles étroites de la vieille ville pour arriver, comme je le fais plusieurs fois par semaine, à la « Maison de la culture », où des intervenants travaillent étroitement avec les familles du quartier pour prévenir et contrer le travail des enfants. C'est ainsi que les résidents de ce quartier défavorisé appellent le Centre pour enfants travailleurs.² J'entends déjà de loin les cris des enfants qui

s'amuse dans la cour. Peu de temps après, Sara, la directrice, arrive et rassemble aussitôt une foule autour d'elle, composée de femmes et d'enfants. Certaines sont venues pour lui demander un prêt, d'autres lui annoncent une bonne note et d'autres, encore, veulent lui parler en privé. Elle prend quelques minutes avec eux, avant de se diriger vers l'une des quatre petites salles de la maison de deux étages qui abrite le Centre, où une poignée de femmes l'attendent déjà, assises sur des chaises. Les enfants se dispersent dans les autres salles, où des adolescents du quartier et des jeunes bénévoles universitaires donnent des cours de rattrapage de persan, de mathématiques ou encore des ateliers d'art. Sara est là pour donner son atelier hebdomadaire sur l'empowerment aux femmes.

Parmi les participantes se trouve Roshanak, une réfugiée afghane d'une trentaine d'années, mère de trois enfants âgés entre 5 et 16 ans, qui habite le quartier depuis son enfance. Roshanak est illettrée. Elle a suivi des cours d'alphabetisation, mais souffre de problèmes de concentration et de dépression qui lui rendent l'apprentissage difficile. Son mari, qui travaille dans la construction, n'a pas été payé depuis des semaines, mais il continue à aller travailler tous les jours par peur de ne jamais voir sa paie s'il quittait son emploi. Le seul revenu de cette famille vient de leur fils de 16 ans qui fait de l'entretien ménager dans un commerce. Fréquenter le Centre brise l'isolement de Roshanak et lui remonte le moral. Elle y vient pour trouver du calme, se changer les idées et échanger avec d'autres. Elle espère aussi trouver un travail à travers le Centre. Sa fille veut devenir médecin « pour ne pas finir comme ses parents ».

Il y a aussi Azam, fin trentaine. Elle est l'une des personnes qui fréquente le plus assidument l'organisme. Elle est venue à Téhéran d'une petite ville de l'ouest de l'Iran il y a moins d'un an, avec son mari et ses quatre enfants âgés entre 4 et 20 ans. Azam est illettrée – tout comme Roshanak – et elle n'a jamais travaillé, mais elle est très motivée et veut apprendre. Au Centre, elle aide à préparer la collation pour les enfants, ce qui lui donne un petit revenu. Le mari d'Azam est l'un des rares à occuper un emploi régulier. Néanmoins, son salaire n'est

pas suffisant pour subvenir aux besoins de la famille. Leur fils de 10 ans aidait à arrondir les fins de mois en travaillant dans la rue comme cireur de chaussures. Maintenant, lui et sa grande sœur reçoivent une bourse de l'organisme pour les encourager à rester à l'école. En échange, ils donnent des cours aux plus jeunes. La grande sœur se prépare à passer les examens d'entrée à l'université, pour devenir médecin. Le Centre constitue pour Azam – comme pour beaucoup d'autres – un lieu d'apprentissage, de socialisation et un havre de paix, en plus de donner un revenu d'appoint : « On apprend beaucoup de choses ici. On apprend aussi à travailler. Et nous parlons des problèmes de violence, par exemple. Celles qui se font frapper par leur mari viennent parler à madame Sara. Celles qui frappaient leurs enfants, elles sont beaucoup mieux maintenant. [...] S'il n'y avait pas ce Centre, où pourrais-je bien aller? Je n'ai pas de famille ici. [...] Quand je parle à madame Sara, ça me remonte le moral, je me sens beaucoup plus calme. »

S'engager à nouveau

Sara et ses collègues ont fondé ce petit organisme communautaire au début des années 2000. Le Centre est une parmi des milliers d'organisations non gouvernementales (ONG) locales qui ont été créées dans les décennies 1990 et 2000 au sein du renouveau de la société civile iranienne, période marquée par une ouverture sociopolitique du pays. La création



Raymond Larose, 2011. Certains droits réservés ©

d'ONG était encouragée par le président pragmatiste Rafsanjani (1989-1997) et, de façon plus prononcée encore, sous les politiques réformatrices du président Khatami (1997-2005). Ce dernier fit du développement de la société civile iranienne un des piliers de son programme et favorisait la participation citoyenne sous différentes formes.³

Contrairement à beaucoup de pays voisins et à des ex-républiques soviétiques où la « société civile » est souvent accusée d'être une initiative de l'extérieur importée par des agences de développement international (Roy 2002 ; Mandel 2002, Akiner 2002), celle de l'Iran – bien qu'influencée par des tendances globales – est largement un produit local. Khatami avait adapté, voire indigénisé, le concept de « société civile » (*jam'e madani* en persan) pour le rendre compatible et le légitimer dans le contexte iranien, dont le développement sociopolitique se distingue fortement de celui des pays européens (Khatami 2000, 2004).

Plusieurs mouvements antérieurs ont préparé le terrain au phénomène des années 1990 et 2000. Malgré des siècles de régimes autoritaires, l'Iran a connu différentes périodes où des mouvements citoyens d'horizons idéologiques variés ont transformé l'histoire du pays. Mentionnons par exemple la révolution constitutionnelle du début du 20^e siècle, le mouvement pour la nationalisation du pétrole dans les années 1950 ou encore, les protestations contre le Shah qui ont mené à la Révolution islamique de 1979. C'était aussi pendant ces périodes que toutes sortes d'associations s'étaient for-

mées.⁴ Ces mouvements étaient généralement devenus possibles lors de périodes d'instabilité politique où le gouvernement central n'était pas assez fort pour les contrôler (Paidar, 1995). Après la Révolution et la création de la République islamique, le pouvoir se consolidait et le pays subissait une « islamisation » profonde en même temps qu'il était plongé dans une guerre contre l'Iraq (1980-1988). L'activisme en dehors des initiatives gouvernementales et du domaine religieux n'était alors guère possible. L'ouverture des années 1990 et 2000 constituait alors pour beaucoup d'acteurs qui s'étaient impliqués dans la Révolution islamique dans leur jeunesse une nouvelle occasion de participer à la transformation de leur société. C'est dans ce contexte historique que s'inscrit le Centre pour enfants travailleurs.

Le Centre

Sara et ses collègues travaillent à améliorer les conditions de vie des enfants d'un quartier défavorisé de Téhéran. À travers le Centre pour enfants travailleurs, ces femmes de classe moyenne ou aisée veulent prévenir le travail des enfants et la violence au sein des familles, pour que ceux-ci puissent vivre dans des conditions sociales et économiques plus saines. Selon une des intervenantes, beaucoup d'enfants du quartier, des garçons en particulier, commencent à travailler vers l'âge de dix ou douze ans. Le quartier est considéré comme peu sécuritaire par ses habitants. Au-delà d'un faible tissu social et d'un manque d'infrastructures et de ressources, il y a un important problème de drogue dans le quartier.

Le programme du Centre aborde plusieurs de ces problèmes et fait avant tout un travail de prévention. L'organisme représente tout d'abord un lieu sûr dans le quartier où les jeunes peuvent se retrouver. Les classes et ateliers que le Centre offre tous les après-midis constituent un attrait important pour la centaine de jeunes qui les fréquentent. Grâce à des dons privés, l'organisme offre aussi des bourses d'études aux élèves les plus performants pour les encourager à rester à l'école et ainsi réduire la nécessité d'un revenu supplémentaire pour les familles. Les boursiers s'engagent en retour à enseigner aux plus jeunes, ce qui aide à dé-

« Malgré des siècles de régimes autoritaires, l'Iran a connu différentes périodes où des mouvements citoyens d'horizons idéologiques variés ont transformé l'histoire du pays. »

« Contrairement aux mouvements antérieurs, les acteurs de la société civile des années 1990 et 2000 sont loin des grands discours idéologiques. Ils sont plus pragmatiques et revendiquent avant tout le respect des droits et libertés. »

velopper, entre autres, leur leadership et à accroître leur estime de soi.

Le Centre implique aussi les mères de ces enfants, car sans support parental, il est difficile de changer les comportements des enfants. Deux après-midis par semaine, Sara anime des discussions pour un groupe d'une dizaine de femmes portant sur des thèmes tels que l'*empowerment* des femmes, la réduction de la violence au sein des familles ou les saines habitudes de vie. Ces ateliers encouragent non seulement la prise de parole et l'expression de soi, mais ils aident aussi à sensibiliser ces femmes à leurs droits et à ceux de leurs enfants. Ils créent un nouveau réseau social et favorisent la prise en charge des problèmes par les femmes elles-mêmes, ce qui a également des retombées positives sur leurs enfants.

Avec des ressources et une marge de manœuvre minimales, le Centre arrive à créer du changement dans le quartier. Loin de l'attitude initiale de bien de participantes d'associer leur situation à leur « destin » (*qesmat*), ces femmes ont acquis une confiance en leur capacité d'agir sur elles et leurs familles. Mais, comme le résumait si bien une des directrices d'un organisme de femmes : « Elles ont acquis beaucoup de capacités, mais ça leur prend du pouvoir afin d'utiliser leurs capacités ».

Pragmatisme

Contrairement aux mouvements antérieurs, les acteurs de la société civile des années 1990 et 2000 sont loin des grands discours idéologiques. Ils sont plus pragmatiques et revendiquent avant tout le respect des droits et libertés. Beaucoup d'entre eux œuvrent à travers des organismes communautaires pour transformer la société à petite échelle. Ils travaillent dans le concret et cherchent à améliorer les conditions de vie de groupes spécifiques, que ce soit les femmes, les enfants, ou encore, les réfugiés, les personnes handicapées, les prisonniers et les toxicomanes. Devant le support gouvernemental instable et changeant, ils sont continuellement en train de réévaluer la marge de manœuvre qu'ils ont pour agir. Quelques-unes de leurs initiatives comme le Centre pour enfants travailleurs persistent et réussissent à

faire une différence dans la vie de bien des familles, comme celle de Roshanak ou d'Azam.

Notes

1 : Sauf indication contraire, les données présentées dans ce texte sont tirées de la recherche de l'auteur. Cette recherche a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

2 : Le nom de l'organisme et des personnes qui y sont impliquées ont été modifiés pour des raisons de confidentialité.

3 : Après la victoire des conservateurs aux élections parlementaires en 2004 et de façon plus marquée encore depuis l'élection du président Ahmadinejad en 2005, le soutien aux initiatives de la société civile en dehors du domaine religieux a été largement retiré.

4 : Les premières associations « modernes », basées sur le principe de l'intérêt individuel, s'étaient formées à l'époque de la révolution constitutionnelle au début du 20^e siècle. Mais l'Iran a aussi une longue histoire d'organismes d'entraide et d'associations traditionnelles, dont des charités religieuses, des dotations (*waqf*), des confréries soufis et des guildes qui remontent au moins au 14^e siècle (Dallal, 2004 ; Floor, 1975).

Akner, S. (2002). « Prospects for Civil Society in Tajikistan », in Sajoo, Amin, B. (dir.), *Civil Society in the Muslim World: Contemporary Perspectives*, London; New York, I.B. Tauris, pp. 149-193.

Dallal, A. (2004). « The Islamic Institution of Waqf: A Historical Overview », in Heyneman, S.B. (dir.), *Islam and Social Policy*, Nashville, Vanderbilt University Press, pp. 13-43.

Floor, W. (1975). « The Guilds in Iran - An Overview from the Earliest Beginnings to 1972 », *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*, 125: 99-116.

Khatami, M. (2000). *Islam, Dialogue and Civil Society*, Canberra, Centre for Arab and Islamic Studies (The Middle East and Central Asia), Australian National University.

Khatami, M. (2004). « Der iranische Präsident. Ein Gespräch mit Mohammad Khatami », in *Sternstunde Philosophie*, 25 janvier 2004 : Schweizer Fernsehen DRS.

Mandel, R. (2002). « Seeding Civil Society », in Hann, Chris M. (dir.), *Postsocialism. Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia*, London; New York, Routledge, pp. 279-296.

Paidar, P. (1995). *Women and the Political Process in Twentieth-Century Iran*. Cambridge, England; New York, NY, Cambridge University Press.

Roy, O. (2002). « Soviet Legacies and Western Aid Imperatives in the New Central Asia » in Sajoo, A. B. (dir.), *Civil Society in the Muslim World: Contemporary Perspectives*, London; New York, I.B. Tauris, pp. 123-148.